

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Band:** - (1975)  
**Heft:** 331

**Artikel:** Chômage [suite]  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1028777>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Un bilan

Sur une page entière, Henri Stranner, correspondant parlementaire de la « National Zeitung » (289) fait le bilan de l'activité des partis au Parlement fédéral durant la législature qui s'achève. Dans ses conclusions de 1971 il avait relevé que les sociaux-démocrates avaient été les plus progressistes et les plus gouvernementaux dans la législature 1967-1971. Parmi les partis bourgeois l'UDC avait été la plus gouvernementale alors que tant le PDC que les radicaux avaient souvent abandonné le Conseil fédéral à son sort. Quant à l'Alliance des indépendants, son opposition avait été constructive et son soutien aux mesures économiques du gouvernement avait été plus fidèle que celui des trois grands partis bourgeois.

Pour la législature qui s'achève, une modification du classement : les sociaux-démocrates sont restés les plus progressistes mais n'ont pas appuyé le gouvernement autant qu'auparavant. Cette fois c'est le PDC qui a été le parti bourgeois le plus gouvernemental alors que l'UDC s'est distancée de mesures gouvernementales considérées comme allant trop à gauche. Le Parti radical est resté fidèle à lui-même; en principe gouvernemental, mais en fait défendant souvent les intérêts de ses mandants et la propriété privée. Toutefois son tournant à droite est moins prononcé que celui de l'UDC. L'Alliance des indépendants a à nouveau appuyé diverses propositions gouvernementales progressistes. L'Action nationale a été en général en opposition au gouvernement mais n'a pas manifesté une ligne claire en matière sociale et économique. Quant aux libéraux, chaque député parle en son nom et il est difficile de porter un jugement d'ensemble.

La page est complétée par un tableau de la position des partis à l'égard des propositions gouvernementales sur vingt sujets importants ou contestés.

L'observateur lisant l'article d'Henri Stranner en vient à se demander si une coalition gouvernementale formée du PDC, du PSS et de l'Alliance des indépendants unis sur un programme de législation ne serait pas la plus apte à faire face à la dépression...

— Le journal téléphoné de Zurich (Telefonzytig) n'est plus seul. Un journal téléphoné de Suisse orientale vient de naître mais il a commencé prudemment par des éditions O. Certains affirment jamais deux sans trois. Y aura-t-il bientôt un nou-

veau moyen de diffusion des informations de la contre-information ?

— A noter dans le supplément « politique et culturel » de la « National Zeitung » une longue analyse (due à la plume de Peter Mutter) sur l'image politique et idéologique que propage l'officine « Trumpf Buur » du conseiller Peter Eibel; un problème qui est pour l'instant d'abord suisse-allemand puisque ce sont les journaux d'outre-Sarine qui accueillent les textes de « Trumpf Buur », mais la « contagion » ne saurait tarder !

### FEUILLETON

## Chômage

Résumé du chapitre précédent. En une démonstration sans appel, la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), porte-parole du patronat, concluait à la quasi-inexistence du chômage en Suisse (bulletin 36/75), précisant que, à son avis, et pour aller encore trop loin dans le sens des syndicats, un « sous-emploi théorique » de 1,5 % était le chiffre maximal imaginable.

Chapitre deuxième. — Où les responsables socia-

listes neuchâtelois (voir « Démocratie socialiste », organe du Parti socialiste des Montagnes neuchâteloises et du Val-de-Travers) cernent « l'ampleur de la récession » selon des « estimations aussi proches que possible de la réalité » (les chiffres concernent les deux villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle au premier semestre 1975, et laissent apparaître au total une diminution globale de l'emploi pour ces cités de 12 %) :

	La Chaux-de-Fonds	Le Locle
Travailleurs occupés dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, avant la récession économique	22 000	7 200
Diminution des postes de travail (Estimation aussi proche que possible de la réalité)		
Chômeurs totaux annoncés	380	120
Travailleurs frontaliers en moins	410	350
Ouvriers saisonniers non revenus en 1975	400	100
Déficit de la population active résidente	500	140
<b>Totaux</b>	<b>1 690</b>	<b>710</b>
1800 chômeurs partiels au Locle 5300 chômeurs partiels à La Chaux-de-Fonds, compte tenu d'un chômage moyen de 15 %, représentent (postes de travail complet)	800	270